

## Actions 2017

### Rappel :

Le droit au logement est encadré depuis 1946 par de nombreux textes législatifs. Ce droit inclut le droit à l'hébergement (avec accompagnement social). Il est maintenant associé à une liberté fondamentale et il est devenu récemment un droit « opposable ».

Dans le but de voir respecté la loi concernant l'hébergement et le logement des plus démunis, Alerte Isère a débuté ses activités en janvier 2011. Le collectif AUI-Alerte a pris le relais en décembre 2015. C'est à cette date que le premier état des besoins en matière d'hébergement non couverts, en Isère, a été publié par AUI. Ce document intitulé « L'hébergement et l'accès au logement des populations précaires en Isère » concluait :

-  
On constate une carence de la puissance publique en termes d'offre à l'hébergement pérenne aux populations précaires, de plus de **2500 places en Isère**. Ce déficit a plus que doublé depuis mai 2012...

Une conférence de presse, le 25 février, a permis de présenter cette étude à la presse.

-  
A partir de ce constat, un courrier a été adressé au président de la Métropole pour lui proposer de partager notre diagnostic, de mettre en place de premières solutions expérimentales avec le soutien et la coordination de la Métropole, et de pérenniser la démarche d'évaluation.

-  
La rencontre a permis de lancer une réflexion et un projet qui n'a pas encore abouti à une réalisation

-  
Le 3 décembre 2016 ce sont tenus à la MC2 de Grenoble **Les Etats Généraux de l'immigration**. Ce fut un large succès.

## 2017

### Janvier

Il est décidé de ne pas participer à la rencontre avec le préfet, proposé par la CISEM, car il est difficile de faire entendre nos propositions. Un courrier de demande de rendez-vous spécifique à l'hébergement est adressé au préfet, avec copie à la DDSCS.

Soutien du projet de « Parlons-en » de maison conventionnée. La mairie de Grenoble a proposé 2 maisons, pour accueillir des jeunes avec chiens qui se sont constitués en association et ont signé une convention.

Participation à une réunion avec la Métro pour présenter aux communes nos propositions d'aménagement de terrains pour des habitats alternatifs. Pas de suite à ce jour.

### Février

La diminution des subventions du Conseil départemental contraint UTPT à réduire son soutien, avec ses salariés, à AUI.

Interrogations : comment faire connaître nos protestations hors conférence de presse, comment mettre en avant les efforts de la société civile pour l'hébergement des sans-abri.

## Mars

Rencontre au Secours Catholique avec le préfet : bonne écoute mais peu de résultats.  
Rencontre en préfecture avec la Cisem. Echanges un peu touffus.  
Rencontre avec A. Lhuissier (CCAS), il pense qu'il vaut mieux développer l'accueil dans le diffus au titre de la MOUS, moins onéreux.  
Conférence de presse sur l'hébergement d'urgence le 22/3.  
Rencontre avec la DDCS le 27/3 avec migrant en Isère. Bon accueil (voir CR).  
Relance de Mme Cloteau pour sensibiliser la Métropole.  
Lancement du projet de colloque mais UTPT ne pourra pas assurer l'organisation.

## Avril

Communiqué de presse sur la sortie de la période hivernale.  
Rencontre avec F. Cloteau, blocage sur les personnes en situation irrégulière.  
Nouveau problème les mineurs isolés étrangers.

## Mai

Le projet de terrains aménagés se poursuit avec difficultés. Suivant les normes retenues les coûts peuvent devenir excessifs. Une lettre ouverte sur l'hébergement d'urgence en Isère est proposée par Migrants en Isère. AUI est d'accord pour signer et propose de compléter avec le projet de Roms Action sur les logements en RDC.  
Réactualisation du rapport de 2015 sur les besoins en hébergement. Le nombre de personnes sans solution de logement ou hébergement dignes augmentent de 1000 (3.500 ad 2.500).

## Juin

En ce qui concerne les terrains potentiels, il ressort qu'**il faut désormais explorer d'autres voies que les voies institutionnelles** du fait d'une normalisation des procédures non adaptées à la nature des problèmes de nos publics et du fait d'une ouverture des parapluies administratifs qui gèlent ou retardent tous les projets.  
Rencontre de la DDCS le 12 juin, les solutions expérimentales sont bloquées par le manque de moyens budgétaires.

## Juillet

Rencontre du directeur de l'ADATE, l'accueil des mineurs est saturé. Une demande est faite au 12/14 pour trouver des familles d'accueil temporaires. Pas de résultat.

## Septembre

La préparation du colloque se poursuit.  
La situation des mineurs est catastrophique 1400 arrivées en 2017, contre 350 en 2015 et 700 en 2016.

## Octobre

Rom Actions voit ses subventions supprimées et ne fonctionnera plus qu'avec des bénévoles.

Le Plan quinquennal hébergement logement du gouvernement appelle des commentaires. UTPT demande que la Métropole Grenobloise soit candidate pour être territoire pilote.

### **Novembre**

Communiqué d'AUI Alerte, le 27/11/17 sur l'accueil hivernal  
Courriel au CDI sur les mineurs, sans réponse.

### **Décembre**

Courrier au préfet de région sur l'inconditionnalité de l'accueil (voir courrier joint).  
Manifestation place Verdun le 18/12/17 en lien avec la journée internationale sur la migration.  
Réunion avec la DDCS le 19 décembre, et demande de rencontrer le préfet avec la DDCS.  
Le colloque est prévu le 26 janvier à la MDA.

-

### **Résumé**

AUI Alerte permet chaque mois à différents opérateurs de l'hébergement d'échanger sur les difficultés qu'ils rencontrent. C'est aussi l'occasion de réfléchir sur les réponses à apporter (courriers, communiqués à la presse, manifestations, rencontres des responsables).  
AUI est reconnu par les institutions, les journalistes, mais n'est pas connu du public.  
Le colloque a reçu un bon accueil de la part des travailleurs sociaux et des bénévoles.  
Le manque de résultats concrets handicape sont message.